



Lundi 9 juin 2025

Génocide à Gaza : briser le silence et dénoncer la complicité des grandes puissances

Le Madleen, petit navire parti d'Italie le 1er juin dernier, a été intercepté par Israël dans la nuit du 8 au 9 juin, alors qu'il était encore dans les eaux internationales. Affrété par la coalition « Flottille de la liberté », il avait à son bord douze militants, dont la militante écologiste Greta Thunberg ou encore la députée européenne LFI Rima Hassan, et il transportait du matériel humanitaire, dans le but de briser le blocus subi par les habitants de Gaza. L'équipage est aux mains de l'armée israélienne. La précédente édition de la Flottille, partie de Turquie pour rallier Gaza en 2010, s'était terminée en bain de sang, avec dix morts parmi les militants suite à leur arrestation par l'armée israélienne.

Pendant ce temps à Gaza, l'armée tire sur des foules affamées

À Gaza, la population continue à être en proie à la famine et aux bombardements incessants. Même l'aide humanitaire, instrumentalisée par l'État israélien, tourne au massacre : après avoir interdit l'entrée de Gaza aux organisations humanitaires, il a mis sur pied la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), une société privée américaine chargée de quelques distributions de vivres. Des distributions qui sont en réalité des pièges sanglants, puisque l'armée tire sur la foule, avec déjà des dizaines de morts et des centaines de blessés. Il en profite aussi pour continuer à déplacer la population palestinienne à sa guise, en promettant l'accès à de l'aide dans certaines zones prédéfinies par l'armée. Partir ou mourir, tel est l'unique message adressé à la population de Gaza par le gouvernement israélien, qui mène son offensive génocidaire en toute impunité.

Travailleurs et travailleuses, nous pouvons dire non au massacre !

Il n'y a rien à attendre de l'ONU, de l'Union européenne ou d'un Macron pour stopper l'État d'Israël dans sa course en avant criminelle. Au mieux, ce sont des mots et de l'impuissance, au pire des larmes de crocodile côté pile et du soutien côté face. L'État français en est un des pires exemples. Tout en faisant mine de changer de discours, il continue à criminaliser le soutien à la cause palestinienne, à coup de menaces de dissolution du collectif Urgence Palestine, de procès pour de prétendues « apologies de terrorisme » ou de sanctions à une enseignante ayant autorisé une minute de silence pour Gaza en classe. Et surtout, il continue à

livrer des armes, ce que les dockers de Fos-sur-Mer ont dénoncé la semaine dernière, refusant d'embarquer les 14 tonnes de pièces détachées de matériel militaire destiné à Israël. Nous devons nous saisir de toutes les possibilités de nous opposer à ce génocide qui se déroule au su et au vu de tous, par des rassemblements, des manifestations. En Israël, des manifestants brandissant des photos d'enfants tués à Gaza ont affirmé : « non au génocide » et « la vie des Palestiniens nous importe ». Partout dans le monde, nous devons amplifier la mobilisation.

12 juin : jour J pour obtenir la relaxe des cinq postières et postiers du 92 !

Cinq salariés de La Poste du 92 (Gaël, Yann, Brahim, Dalila et Mohamed) passent en procès pour « violation de domicile », en réalité pour s'être rendus au siège de l'entreprise en 2014 lors d'une grève. Ils risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende. Il faut montrer au gouvernement et au patronat que nous ne les laisserons pas dicter leur loi en faisant bloc quel que soit le secteur dans lequel nous travaillons. Le gouvernement et le patronat cherchent à criminaliser toute forme de lutte, qu'elle remette en cause la dictature patronale, qu'elle dénonce le génocide en Palestine ou qu'elle s'oppose aux ventes d'armes à l'État israélien.

Le 12 juin, pour la relaxe des cinq de La Poste du 92, pour la réintégration de Gaël et Yann et pour le soutien à toutes celles et ceux que l'on veut faire taire parce qu'ils s'opposent à la barbarie de ce monde, **soyons nombreuses et nombreux dès midi devant le Tribunal de Paris, porte de Clichy.**

Retrouve tous nos éditos et articles en ligne sur notre site internet avec ce QR-Code



Ni carottes, ni bâtons

L'intéressement vient de tomber... Si elle est non négligeable, c'est que nos salaires ne sont pas à la hauteur. Nous ne devons pas compter sur ces primes, avec des montants variables et conditionnés à des critères souvent injustes, mais plutôt les inclure dans nos salaires ! Au fond, « participation » et « intéressement » ne sont que des moyens mis en place par les patrons pour nous intéresser à l'augmentation de notre exploitation. Seul notre travail crée des richesses : on n'en veut pas des miettes, mais bien tout le gâteau !

Chasse au stup

La RATP étend la chasse aux stupés aux ateliers métro, quelques mois après l'opération de com de Retailleau qui avait envoyé la police contrôler les machinistes dans les terminus et même dans les bus devant les passagers. La direction menace de virer quelques collègues testés positifs. Quand quelque chose dérange la direction, elle réprime. Mais le véritable remède contre les addictions c'est un accompagnement à la hauteur et des collectifs de travail soudés !

Chasseur mauvais payeur

La RATP durcit sa chasse aux collègues qui bossent pendant un arrêt maladie. Si certains cumulent plusieurs boulots, c'est parce que la direction maintient des salaires bas bien en dessous de la flambée des prix. À nous de nous mettre en chasse d'une vraie augmentation de salaire en préparant ensemble les prochaines luttes !

Grève pour les salaires à KPA

A Keolis Porte des Alpes dans la région de Lyon, les conducteurs de car ont fait deux jours de grève début juin. Une revendication : le taux horaire à l'embauche à 13,60€. L'ambiance chaleureuse et combative des piquets de grève a permis de resserrer les liens entre collègues et de se donner rendez-vous à la rentrée pour lutter pour les salaires !

Mobilisation pour la relaxe et la réintégration de Gaël et Yann

Yann, Gaël et trois camarades sont poursuivis par la Poste. Pendant de longues années, ils se sont battus contre sa direction, contre les réorganisations et les suppressions d'emplois. Yann et Gaël continuent d'ailleurs de militer dans l'entreprise, même s'ils en ont

été respectivement révoqués et licenciés. L'entreprise ne peut pas le supporter et les assigne au tribunal le 12 juin, pour des faits qui remontent à 2014 ! Cette année-là, dans le cadre d'une longue grève pour titulariser des collègues précaires, des délégations de grévistes s'étaient rendues au siège de la Poste pour négocier, une visite que la direction veut faire passer pour une « violation de domicile professionnel » ! La répression des militants syndicaux est un signal envoyé à tous les travailleurs qui veulent se battre. Faisons bloc en soutenant nos camarades !

États-Unis : une partie de la population de Los Angeles se révolte

Plusieurs milliers de personnes ont pris la rue dans la capitale californienne pour protester contre l'envoi par Trump de 2 000 militaires de la garde nationale afin de mener à bien sa politique d'arrestation massive des migrants et leur expulsion du pays. Des manifestants s'en sont pris aux agents de l'ICE, la politique fédérale de l'immigration, connue pour sa brutalité et ses provocations. Il faut dire que des quartiers entiers de Los Angeles sont habités par des « latinos » dont les familles sont originaires du Mexique et d'autres pays d'Amérique latine. Et ils ne sont pas prêts de laisser sans réagir la police arrêter arbitrairement des passants dans la rue, voire entrer de force dans des entreprises ou des logements pour interpellier des « suspects ». Si ces réactions sont pour l'instant limitées, elles vont dans le bon sens pour contrer la politique raciste du voyou de la Maison-Blanche.

Retraites : une nouvelle provocation

Dans son rapport annuel, à paraître le 12 juin, le Conseil d'orientation des retraites (COR) propose une nouvelle hausse de l'âge de départ. Et d'expliquer « qu'il serait nécessaire de porter cet âge à 64,3 ans en 2030, 65,9 ans en 2045 et 66,5 ans en 2070 ». En expliquant que cela serait, paraît-il, bon pour l'emploi, pour le PIB et pour l'enrichissement du pays. Pas un mot sur le sort de celles et ceux qui, après plusieurs décennies passées à s'épuiser au travail, aspirent à se reposer. Et ce n'est pas étonnant. Le COR est supposé être une instance « indépendante » mais est rattachée... au Premier ministre. Quant à son président, Gilbert Cette, c'est un économiste libéral qui a inspiré les volets économiques... des programmes présidentiels d'Emmanuel Macron. Fort à parier que ses suggestions sont directement inspirées par le gouvernement et le patronat.

